

Déclaration de constitution du groupe Nouvelle Gauche

Par cette déclaration, les députés socialistes, écologistes, citoyens, progressistes et divers gauche, élus le 18 juin 2017 pour la XV^{ème} législature, se constituent en groupe Nouvelle Gauche l'Assemblée nationale.

Résolument tournés vers les grands défis du 21^{ème} siècle, nous voulons renouveler les idéaux et l'histoire de la gauche réformatrice qui a irrigué la République et construit son armature, le modèle social, l'Etat de droit, les libertés publiques, la laïcité, l'égalité entre les femmes et les hommes, le progrès écologique. **Depuis plus d'un siècle, les grandes avancées sociales et sociétales ont été le fait de l'action ou de la mobilisation de la gauche.** Forts des progrès accomplis au cours de la XIV^{ème} législature pour redresser l'économie, préserver la protection sociale et les services publics, engager la transition énergétique, assurer la sécurité de la Nation face au péril terroriste, permettre l'accès de tous les citoyens à de nouveaux droits, nous sommes aussi lucides sur les causes profondes de la défaite de la gauche.

L'élection présidentielle a profondément bouleversé notre vie politique et institutionnelle. Pour la seconde fois dans l'histoire de la V^{ème} République, l'extrême-droite a été présente au second tour, franchissant un record en voix et en pourcentage. Nous avons pris toutes nos responsabilités pour empêcher qu'elle accède au pouvoir. Au-delà de cette menace, les Français ont exprimé leur rejet des oppositions stériles et systématiques qui asphyxient la démocratie et souhaité un débat d'idées et une confrontation de projets qui la régénère. Cette attente n'efface pas la grande distinction entre la droite et la gauche qui structure la vie politique et lui donne sa lisibilité. Mais elle appelle une refondation des idées, des pratiques, des comportements, des partis.

Le groupe Nouvelle Gauche agira en ce sens. Nous souhaitons la réussite du quinquennat parce que c'est l'intérêt supérieur de la France et des Français. Nous apporterons notre concours à toutes les réformes qui font progresser la justice sociale et fiscale, les droits et libertés des citoyens, la reconstruction du projet européen, la sécurité de tous face au terrorisme, et qui placeront notre Nation à l'avant-garde de l'action pour les enjeux de long terme comme la lutte contre le dérèglement climatique et pour la défense des droits humains dans la mondialisation. Nous serons une force libre et indépendante qui saura exprimer fortement ses différences et ses alternatives, texte par texte, loi par loi, chaque fois que la majorité parlementaire voudra décider un recul des droits sociaux et de notre modèle social, une évolution libérale de la marche du pays, une pratique centralisée et autoritaire du pouvoir.

Le renouveau du pays ne réside pas dans l'abaissement du Parlement et des corps intermédiaires. Le renouveau doit relever le défi des grandes mutations citoyennes, économiques, écologiques, technologiques, migratoires et apporter des réponses durables aux secousses qu'elles génèrent dans notre société, le chômage, le déclassement, la désolidarisation, la perte de repères civiques.

C'est ce mandat du vote populaire que les députés du groupe Nouvelle Gauche s'engagent à défendre collectivement à l'Assemblée nationale.

SOCIALISTES, nous serons les militants de la justice sociale et de l'égalité réelle qui sont la raison d'être de la gauche réformatrice. Nous agissons pour que **le socle de notre modèle social**

soit préservé et renforcé : la constitution d'une sécurité sociale professionnelle pour chaque salarié, l'égalité d'accès aux soins, la refondation de l'école qui permette la réussite de chaque enfant, la lutte contre la pauvreté et contre les discriminations. Toute politique de modernisation économique et sociale devra respecter des principes clairs pour avoir notre soutien : le développement du travail et de la mobilité sociale ; le respect des droits fondamentaux des travailleurs que sont la durée légale du travail, le salaire minimum, le contrat de travail ; le maintien d'une protection sociale collective et mutualiste ; une réforme profonde de la fiscalité qui rende l'impôt moins lourd, plus juste et plus écologique.

ECOLOGISTES, nous serons les artisans de la transformation écologique. Nous porterons un nouveau modèle de civilisation face à l'accélération du changement climatique, à l'effondrement de la biodiversité, à la raréfaction des ressources et à la crise sanitaire liées aux pollutions de toute nature. Toutes nos propositions viseront à faire de la France une Nation pionnière de la sortie des énergies fossiles, d'un nouveau modèle agricole fondé sur l'agroécologie, d'une politique industrielle à la pointe de la recherche et de l'innovation.

DEMOCRATES, nous serons les acteurs du renouveau démocratique et citoyen. Dans le prolongement des progrès accomplis avec les lois sur la parité, la fin du cumul des mandats, l'indépendance de la justice, la transparence de la vie publique, le statut des lanceurs d'alerte, nous serons à la pointe des combats pour rétablir la confiance des citoyens dans la démocratie. Nous agirons résolument pour protéger la délibération démocratique et la décision publique de toute influence des lobbies. Nous défendrons les droits du Parlement pour une démocratie plus vivante où les Parlementaires font vivre le débat politique en exerçant pleinement leurs pouvoirs de législateur et de contrôle. Une démocratie plus sociale où les syndicats ont un vrai pouvoir de négociation tant avec le gouvernement que dans les entreprises. Une démocratie plus civique où le citoyen est mieux associé à l'élaboration des lois mais aussi plus responsable dans le respect des normes collectives.

REPUBLICAINS, nous serons les premiers défenseurs de la laïcité qui est la base de toute émancipation. Principe essentiel de notre République qui garantit la liberté de croire ou de ne pas croire, elle protège la communauté nationale des dérives intégristes et communautaristes. Parce que nous n'acceptons pas la relégation de territoires oubliés de la République, la loi commune doit s'appliquer pour tous et partout. Nous voulons reconstruire la solidarité entre les territoires de la République. Le défi à venir est de combler les fractures entre villes, banlieues et la ruralité à travers des politiques concrètes que sont les transports, le maillage éducatif, l'accès de tous à la santé, l'implantation des entreprises ou la présence des services publics. C'est le rôle de l'Etat d'assurer cette solidarité territoriale. Dans le même temps nous continuerons d'être les promoteurs de la décentralisation face à toute tentative de recentralisation : c'est aux collectivités, à leurs habitants, à leurs acteurs économiques et sociaux que doivent appartenir le pouvoir et les moyens de réaliser cette nouvelle alliance des territoires. Parce que la France est océanique, elle est riche d'une diversité sans pareil. Dans ses lagons, ses montagnes et ses forêts tropicales, elle héberge une part essentielle de la biodiversité mondiale. Elle est directement concernée par les grands enjeux territoriaux, environnementaux, énergétiques, technologiques et géostratégiques actuels. Sa responsabilité est donc mondiale. Une et indivisible, notre République est une République des diversités et de la tolérance. Nul territoire ne saurait être laissé sur le côté. Les acquis de la précédente mandature en faveur d'un nouveau modèle de développement au service du progrès économique et social de ces territoires doivent être consolidés et prolongés. Notre défi sera de poursuivre le rattrapage des écarts de

développement économiques, sociaux et environnementaux entre l'Hexagone et les Outre-mer, par des mesures de soutien aux économies ultramarines, une domiciliation accrue du pouvoir au niveau local, un renforcement de la continuité territoriale et des politiques ambitieuses, notamment sociales, en faveur de l'égalité réelle.

Nous serons les relais des initiatives citoyennes, économiques, sociales, qui partout s'inventent et se déclinent sur notre territoire et revivifient les liens sociaux, expérimentent de nouvelles solidarités et renouveau le civisme et la citoyenneté. Notre groupe sera le fer de lance de la participation des citoyens en amont et à chaque étape de l'élaboration de la loi.

EUROPEENS, attachés à l'idéal qui a permis la création de l'Union Européenne, nous voulons refonder l'Europe. Les crises qu'elle traverse depuis une décennie ont montré l'importance capitale qu'elle occupe dans la vie de nos nations et en même temps les malheurs dont elle est affligée. Ce qu'il faut maintenant construire, c'est le sentiment d'un destin commun. Un destin commun, c'est la mise en place de politiques nouvelles en matière de développement économique, d'emploi, de protection sociale, de transformation qui améliore la vie de ces citoyens. C'est une sécurité commune qui permette d'éradiquer le danger du terrorisme islamiste et de faire face ensemble aux jeux des puissances. C'est la capacité de répondre collectivement aux défis que nos nations ne peuvent régler seules comme la révolution numérique, les flux migratoires, l'urgence écologique et plus largement tous les enjeux liés à la régulation de la mondialisation.

En toutes circonstances, les députés du groupe Nouvelle Gauche placeront leur action dans le cadre de l'intérêt général. Nous serons partie prenante de l'indispensable reconstruction de la gauche pour en faire une force alternative capable d'assumer les responsabilités de l'Etat. Dans cet esprit, toutes les propositions que nous défendrons, tous les amendements que nous présenterons, porteront cette double exigence : l'intérêt du pays, l'avenir de la gauche. Attachés à reconstruire une alternative, c'est-à-dire une **capacité à assumer demain la responsabilité de l'Etat**, les députés du groupe Nouvelle Gauche participeront activement à l'indispensable réinvention de la gauche. En ce sens, toutes les propositions, tous les amendements du groupe porteront la double marque de la crédibilité et de la volonté maintenue de transformer durablement notre société.